

## IRAK

# Un garde présidentiel cerveau du braquage sanglant de Bagdad

**Un capitaine de la garde présidentielle a été le cerveau du braquage le plus sanglant de l'histoire récente de l'Irak, a annoncé hier la police.**

«Le principal responsable du crime de la banque Rafidaïn est un capitaine de l'armée irakienne, membre de la garde présidentielle et s'appelle Jaâfar Lazem Shkaya al Tamimi», a affirmé le porte-parole du ministère de l'Intérieur, le général Abdel Karim Khalaf.

«Nous avons travaillé activement pour trouver les coupables, avec le chef de la protection du vice-président Adel Abdel Mahdi, le colonel Ali Lazem», a-t-il dit lors d'une conférence de presse.

Il a également annoncé qu'un lieutenant de l'armée Amine Karim Zyada al-Fazli, basé à Kazimiyah, un quartier chiite de Bagdad, et un autre soldat, dont il n'a pas donné le nom, ont été «arrêtés et sont actuelle-

ment interrogés». «Les autres complices sont recherchés et le crime a été commis pour des raisons crapuleuses. L'argent a été retrouvé dans un immeuble de Karrada près de l'hôtel Babylone», a précisé le porte-parole.

Hier vendredi, le ministre de l'Intérieur, Jawad al-Bolani, avait créé la surprise en liant ce hold-up à des membres de partis politiques. «L'enquête continue et nous avons des contacts sérieux avec des parties pour qu'elles nous livrent les personnes recherchées», a-t-il dit lors d'une conférence de presse.

«Ceux qui sont impliqués dans ce crime l'ont fait à titre individuel et nous ne disons pas que ce crime a été commis avec la connaissance ou

sur ordre de ces parties», a-t-il ajouté.

La formulation choisie laisse entendre qu'il s'agit de formations connues et non pas d'organisations d'insurgés comme Al-Qaïda.

Dans le cas contraire, le ministre n'aurait pas employé des formules aussi courtoises ni indiqué qu'il négociait avec elles.

Huit policiers avaient été tués et près de quatre millions de dollars subtilisés mardi lors du hold-up.

Les voleurs avaient pénétré sans effraction pendant la nuit dans la succursale de la banque publique Rafidaïn.

Après s'être introduits dans l'établissement, les assaillants avaient contraint les huit policiers à descendre dans une pièce au sous-sol. Ils avaient attaché leurs mains derrière le dos, collé un bâillon en plastique



Photos : DR

Un braquage qui a coûté la vie à huit policiers.

sur leur bouche, les ont fait asseoir, mis un oreiller derrière leur tête pour atténuer le bruit des détonations et les avaient abattus d'une

balle dans la nuque, selon la police. Un officier de police a affirmé que le coffre-fort de trois mètres de haut a été ouvert au chalumeau. La

police avait fait porter ses soupçons sur «les terroristes qui tentent de se renflouer en Irak car les fonds venus de l'étranger se sont taris».

## MAROC

## La justice a la «main lourde» contre la presse indépendante

**Le journaliste marocain et auteur de l'ouvrage Mohamed VI : le grand malentendu, édité le 29 avril dernier, Ali Amar, a affirmé hier que la justice de son pays a la «main lourde» contre la presse indépendante.**

«La justice a eu la main lourde contre la presse indépendante et la liberté d'expression. Elle ne fonctionne pas de façon exemplaire par rapport aux affaires sensibles, à l'exemple du Sahara, de l'appareil sécuritaire et de sa responsabilité actuelle et ancienne et nous avons aussi le caractère sacré de certaines institutions qui ne peuvent pas être débattues», a souligné le journaliste à la Chaîne III de la Radio nationale.

Il a expliqué que ces sujets sont, toutefois, traités par la presse indépendante, précisant que son œuvre «très critique» traite la question à deux niveaux. «Je pense que le Maroc était qualifié



Mohamed VI.

pour avoir une transition démocratique réelle et qui aurait pu se faire en dix ans. Et je traite le malentendu par rapport à l'image de modernité qui est uniquement projetée à l'international», a-t-il dit.

Pour le co-fondateur du *Journal hebdomadaire*, la presse internationale n'a pas suffisamment

ouvert certains sujets qui concernent la liberté de la presse ou les droits de l'homme. «On n'est pas encore arrivé à une situation où on pourrait avoir une ouverture démocratique», a-t-il précisé.

L'écrivain marocain a également fait remarquer que «la nouvelle monarchie n'a pas marqué

une véritable rupture avec Hassan II», relatant le fait que l'héritage du feu roi perdure sur le plan sécuritaire.

«Le processus de réconciliation n'a pas été mené à terme. Le Parlement est relégué à un rôle de représentation. Le pouvoir est plus que jamais concentré entre les mains du monarque et son entourage.

Dans mon livre, je parle d'une hyper-monarchie qui tient les commandes politique et économique», a-t-il relevé.

«Je pense qu'il y a besoin d'un véritable débat au Maroc : les partis politiques et le Parlement ne sont pas si rigoureux. Là où Hassan II avait une opposition très dure, parfois révolutionnaire, Mohamed VI a une classe politique complètement co-optée et des élites domestiquées», a encore ajouté le journaliste marocain Ali Amar.

Il a souligné que la seule élite qui compte aujourd'hui est technocratique.

C'est une élite, a-t-il expliqué, formée dans des universités américaines et française, «souvent compétente mais apolitique».

Interrogé sur le sort des recommandations de l'instance Équité et réconciliation, créée en 2004, qui traite les atteintes aux droits de l'homme au Maroc, entre 1986 et 1999, Ali Amar a déclaré que cette instance a été bien accueillie mais, a-t-il déploré, après 1999, il y a eu d'autres atteintes, malgré le fait que le roi eut demandé et accepté lesdites recommandations.

«Elles doivent être (recommandations) inscrites dans des textes de lois pour qu'on ne puisse pas être assujéti à la frange sécuritaire du régime qui fonctionne avec une justice qui n'est pas indépendante, une justice de représailles», a-t-il encore dit.

## CANARIES

## Violent incendie de forêt, 4 000 personnes évacuées

Un violent incendie de forêt s'est déclenché hier sur l'île de la Palma, dans l'archipel espagnol des Canaries, où 4 000 personnes ont été évacuées, ont annoncé les autorités locales. L'incendie, hors de contrôle, se propageait sur trois fronts, attisé par des rafales de vent de 70 km/h et une température élevée de 38 degrés Celsius. Quelque 250 pompiers et gardes forestiers luttent contre les flammes qui avançaient notamment vers la commune d'El Paso où se concentraient le gros des efforts d'extinction. L'Espagne est confrontée à de nombreux incendies de forêt depuis le début de l'été. Près de 75 000 ha y sont partis en fumée depuis janvier, dont 45 000 ha ces deux dernières semaines, soit déjà pratiquement le double de la surface brûlée sur l'ensemble de l'année 2008 (39 900 ha), a indiqué vendredi la vice-présidence du gouvernement Maria Teresa Fernandez de la Vega. Après deux années noires en 2005 (155 000 ha brûlés) et 2006 (188 000 ha), l'Espagne avait été relativement épargnée ces deux dernières années, malgré deux incendies importants aux Canaries en 2007.

Une dizaine de personnes ont péri cet été dans les incendies en Espagne.

## ESPAGNE

## Les auteurs de l'attentat de Majorque pourraient avoir fui l'île

**Les auteurs de l'attentat attribué à l'ETA dans lequel ont péri jeudi deux gardes civils aux Baléares pourraient avoir fui l'île de Majorque avant l'explosion, estimaient, hier, certains journaux espagnols, se basant sur la nature de la bombe utilisée.**

*El País* et *ABC* rapportent que la bombe placée sous la voiture des deux militaires, comme celle neutralisée à proximité sous un autre véhicule de la garde civile, étaient munies d'un système de mise à feu à retardement et d'un détecteur de mouvements.

Les engins étaient programmés pour exploser au démarrage des véhicules, mais seulement une fois écoulé le délai fixé pour l'ex-

plosion, en début d'après-midi, selon ces journaux qui citent des sources proches de l'enquête.

Cela expliquerait que le véhicule détruit dans l'attentat ait pu circuler plusieurs heures jeudi matin sans que la bombe ne s'active.

Les engins pourraient ainsi avoir été fixés sous les véhicules la veille au soir de l'attentat, laissant le temps aux auteurs de quitter l'île avant que ne se déploie la

tenaille policière. La chasse aux auteurs de l'attentat se poursuivait officiellement sur l'île touristique des Baléares, où le roi d'Espagne Juan Carlos et son épouse, la reine Sofia, devaient entamer hier leurs vacances d'été.

Un photographe de l'AFP sillonnant l'île dans la matinée n'a toutefois pas remarqué de barrages policiers particuliers.

Selon les médias, 1 600 agents continuent de ratisser l'île et de contrôler systématiquement les passagers à l'aéroport et dans les ports. Ils contrôlent aussi les hôtels susceptibles d'héber-

ger ou d'avoir hébergé le commando de l'organisation armée basque.

Le préfet des Baléares avait estimé jeudi que celui-ci se trouvait probablement toujours sur l'île.

L'ETA, qui a célébré cette semaine le 50<sup>e</sup> anniversaire de sa fondation avec cet attentat, précédé d'une puissante explosion mercredi à Burgos qui a fait 64 blessés légers, est tenue pour responsable de 828 morts.

Classé organisation terroriste par l'Union européenne et les Etats-Unis, le groupe armé revendique l'indépendance du Pays basque.